

Médias et souveraineté narrative

Qui raconte le Québec, avec quels cadres mentaux?

La souveraineté politique d'un peuple repose aussi sur sa capacité à se raconter lui-même. Un peuple qui ne possède pas les moyens de définir ses propres termes finit toujours par penser sa situation avec les mots, les priorités et les catégories d'un autre. Les médias organisent la réalité. Ils hiérarchisent les enjeux, fixent ce qui paraît normal, marginal ou impensable, et déterminent quelles questions méritent d'être posées au pouvoir. Cette fonction est documentée en sciences sociales depuis des décennies et elle s'applique pleinement au Québec.

Le paysage médiatique québécois s'est développé à l'intérieur du cadre fédéral canadien, stable depuis l'adoption de la Loi constitutionnelle de 1867. Plusieurs institutions qui façonnent l'information y trouvent directement leur origine. Radio-Canada, par exemple, est une société d'État régie par la Loi sur la radiodiffusion de 1991 : son conseil de douze administrateurs est nommé par le gouverneur en conseil fédéral, et la société rend des comptes au Parlement canadien par l'entremise du ministère du Patrimoine canadien. Cette structure illustre un fait précis, public et vérifiable par quiconque consulte la loi : par construction institutionnelle, une partie importante de l'appareil informationnel québécois répond à une autorité fédérale.

Dans ce contexte, le fédéralisme occupe la place du point d'équilibre normal, la référence à partir de laquelle tout le reste se mesure. L'indépendance doit constamment se justifier, se légitimer, prouver son utilité à chaque cycle politique, alors que le statu quo fournit rarement cet effort.

Faut-il y voir une théorie du complot? Le mécanisme décrit ici tient à la routine professionnelle et à l'architecture institutionnelle : des lois publiques, des conseils d'administration nommés par décret, des agences de presse communes à la majorité des salles de nouvelles. Aucun comité occulte n'est requis pour produire cet effet. Les artisans de l'information travaillent selon des normes professionnelles reçues, avec une bonne foi individuelle entière. Pierre Bourdieu l'a montré dans *Sur la télévision* (1996) : les médias tendent à reproduire une vision du monde compatible avec les structures de pouvoir en place, à travers des mécanismes de sélection ordinaires, qui on invite à débattre, quel angle on retient, quel fait devient une nouvelle digne d'attention, le plus souvent sans intention consciente de la part de qui choisit. Marshall McLuhan formulait l'intuition de fond dans *Understanding Media* (1964) en écrivant que le médium est le message : l'architecture d'un système d'information façonne déjà la manière dont une société envisage ses propres possibles, avant même le contenu d'un seul article. Maxwell McCombs et Donald Shaw ont vérifié cette intuition empiriquement dans leur étude fondatrice sur l'agenda-setting, publiée en 1972 dans *Public Opinion Quarterly* : l'ordre d'importance accordé par les médias à certains enjeux finit par devenir l'ordre d'importance perçu par le public. Cette littérature compte aujourd'hui des centaines d'études indépendantes et reproductibles, enseignées dans les facultés de communication depuis un demi-siècle.

Le paysage médiatique québécois reste divers, et cette diversité doit être reconnue franchement. Le Journal de Montréal, le Journal de Québec et TVA, propriétés de Québecor, traitent souvent le nationalisme québécois avec une sympathie marquée. Cette diversité réelle laisse intacte l'architecture de fond décrite plus haut, car la sympathie éditoriale d'un groupe de presse ne remplace pas les agences de presse, les écoles de journalisme et le diffuseur public qui forment l'arrière-plan commun de toute la profession. Un ou deux groupes de presse nationalistes peuvent infléchir le ton d'ensemble sans en changer la tonalité dominante, exactement comme une voix dissonante dans un chœur module la couleur générale sans la renverser. Le constat tiendrait également si l'inverse se produisait : qu'un média sympathique au camp souverainiste exagère, à l'occasion, la vigueur du mouvement relèverait du même biais structurel, appliqué dans l'autre sens. La cohérence de l'argument exige de le reconnaître ouvertement.



On objectera aussi que le déclin mesuré de l'appui à la souveraineté depuis les années 1990 relève d'une réalité sociologique vérifiable par sondage. Cette affirmation est exacte et elle mérite d'être prise au sérieux. Elle répond cependant à une question différente de celle posée ici, qui porte sur le traitement de l'option dans le temps, indépendamment de son niveau d'appui à un moment donné. Présenter une option comme définitivement réglée efface son statut de choix politique légitime, à rediscuter à chaque cycle électoral au même titre que n'importe quelle autre proposition de société. Les faits, ici, ne dépendent d'aucune interprétation partisane : selon les résultats officiels publiés par Élections Québec, le camp du Non a remporté le référendum de 1995 avec 50,58 % des voix contre 49,42 % pour le camp du Oui, un écart de moins de soixante mille bulletins dans un scrutin où la victoire du Non était présentée comme acquise des semaines à l'avance. En 2012, Pauline Marois, que plusieurs chroniques disaient politiquement finie l'année précédente, devenait première ministre du Québec, toujours selon les résultats officiels d'Élections Québec. Jean-François Lisée raconte un troisième épisode du même type dans Qui veut la peau du Parti québécois? (2019) : sa propre arrivée à la direction du parti, en 2016, après des prédictions similaires sur sa disparition politique. Que l'un des trois témoins de cette répétition soit lui-même un acteur politique ayant un intérêt évident à la raconter n'invalide pas les deux autres épisodes, dont les résultats sont publics, chiffrés et indépendants de toute interprétation. Une thèse qui se trompe trois fois sur l'issue qu'elle annonce relève de l'opinion journalistique répétée.

Cette répétition agit comme une prophétie autoréalisatrice. Déclarer une idée morte permet d'éviter de la discuter sérieusement, de la confronter à des arguments plutôt qu'à une fatigue présumée du public. Mark Twain résumait ce mécanisme avec ironie en 1897, dans une lettre publiée le 2 juin par le New York Journal, lorsqu'il corrigeait les rumeurs sur sa propre mort en affirmant que ce rapport n'était qu'une exagération.

La souveraineté narrative repose sur la pluralité, la rigueur et l'autonomie des institutions capables de traiter le Québec comme un sujet politique normal, ni sacralisé ni disqualifié d'avance. Un peuple qui maîtrise les cadres à partir desquels il se pense gagne une autonomie réelle dans l'évaluation de ses propres possibilités. L'indépendance commence aussi là, dans la capacité collective de raconter le Québec selon ses propres catégories, avec ses propres mots, dans une grammaire qui lui appartient en propre.

Louis-Martin Carrière